

AUTOMOBILE: recul des ventes cette année

Les ventes de voitures neuves en Suisse devraient diminuer cette année. L'institut BAKBASEL table sur 301.000 nouvelles immatriculations, un nombre nettement supérieur à la moyenne des années 2000 à 2012, mais inférieur de 8,1% au regard de l'an passé qui s'est révélé exceptionnel. Même tendance pour l'an prochain: la demande devrait être solide, mais une certaine saturation du marché pèsera. Au final, 2014 enregistrera un léger repli à 295.000 immatriculations (-2,1% par rapport à 2013), prévoit l'institut conjoncturel bâlois dans son étude réalisée de concert avec l'Union professionnelle suisse de l'automobile (UPSA). De son côté, l'Association des importateurs d'automobiles auto-suisse anticipe pour l'an prochain la vente de 300.000 voitures neuves, soit «une stabilisation à un niveau élevé», selon ses termes. Et son président, Max Nötzli, de commenter: «Les perspectives de croissance de l'économie suisse et donc du climat de consommation sont bonnes. Nous partons du principe que cela aura également des répercussions positives sur les ventes d'automobiles». — (ats)

FAILLITES: progression de 2% à 4500 cas

Le nombre de faillites d'entreprises cette année devrait progresser de 2% par rapport à l'an passé, pour atteindre 4522, selon le cabinet de conseils Bisnode. De janvier à octobre, il a reculé de 1%, à 3762. Les cas d'insolvabilité ont du reste augmenté au Tessin (+29%), ainsi qu'à Zurich (+7%) et au Nord-Ouest de la Suisse (+5%) sur les dix premiers mois de l'année, selon une statistique de Bisnode publiée hier. Dans l'Espace Mitteland, ils demeurent stables. Dans l'Est du pays, les procédures de faillite pour défaut de paiement ont fléchi de 2%. Baisse également dans la Suisse centrale (-4%) et au Sud-Ouest (-12%). Aux 3762 firmes dont l'argent s'est envolé s'ajoutent 1508 entreprises tombées également en faillite, mais pour raisons de manques d'organisation. Si la mise en place d'une société ne correspond pas aux dispositions légales, un actionnaire, un créancier ou le préposé au registre du commerce peut, par exemple, demander des mesures auprès d'un juge. — (ats)

FAILLITES: facilitation de l'assainissement dès le 1^{er} janvier

Une entreprise en crise devrait pouvoir être assainie plus facilement dès l'an prochain. Le Conseil fédéral a fixé hier au 1^{er} janvier l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur la poursuite pour dettes et faillite, initiée après la débâcle de Swissair. Pièce maîtresse: la suppression de l'obligation de reprendre l'ensemble des employés d'une entreprise insolvable en cas de rachat. En échange de cette libéralisation, les entreprises de plus de 250 collaborateurs qui procèdent à des licenciements collectifs (plus de 30 collaborateurs) seront tenues de proposer un plan social. Le sur-sis concordataire ne devrait par ailleurs plus déboucher automatiquement sur un concordat ou une faillite. Il pourra être plus souvent accordé à titre de véritable sursis économique.

Responsabilisation sociale active

PRIX SUISSE DE L'ÉTHIQUE (2/2). Suite de la présentation des projets en compétition pour le prix décerné le 19 novembre par la HEIG-VD.

La belle Bleue

Un système de gestion durable – «Création d'une entreprise Juste»
Active dans la distribution alimentaire, la belle Bleue est une entreprise de 32 employés à Hauterive (NE). Elle désire offrir un système de gestion qui minimise l'impact sur l'environnement et respecte tous les partenaires de l'entreprise. Pour cela, dès 2008, elle a créé un système électronique de gestion pour son projet alimentaire régional et durable. Elle a également instauré une taxe CO₂ au sein de l'entreprise qui est reversée à Philaterra.

Abegglen Management

Des entreprises engagées dans la lutte contre le cancer – «Swiss Cancer Foundation»
L'entreprise Abegglen Management à Oerlikon (ZU) désire trouver un moyen de rassembler des entreprises prêtes à s'engager financièrement et activement dans des projets dans la lutte contre le cancer. C'est en 2007 qu'à l'aide d'un petit groupe d'entreprises suisses, elle a initié la «Swiss Cancer Foundation». Cette fondation soutient les activités de la Ligue suisse contre le cancer et de la Recherche suisse contre le cancer à l'aide de ses 30 entreprises membres.

Sortie de secours

Une mode responsable – «Boutique de mode éthique»
La propriétaire de Sortie de secours voulait offrir une alternative au marché existant de la mode à Lausanne et dans le bassin lémanique, en se différenciant par son côté éthique. En 2008, elle ouvre ce magasin d'habits qui propose des vêtements respectant les règles du commerce équitable. Ce projet permet aux citoyens qui le désirent de découvrir une mode responsable, qui soutient les entreprises ayant une approche différente de la grande distribution.

Terrabloc

Recycler et réutiliser la terre – «Projet de fabrication de blocs de terre compressée: pour une construction éthique et durable»
Fondée en 2011, Terrabloc est une entreprise genevoise spécialisée dans la création de blocs de terre compressés. Ce procédé permet de réutiliser la terre provenant de l'excavation sur les chantiers pour réaliser un nouveau matériau de construction éthique et durable. De plus, étant donné que cette transformation se fait directement sur le chantier, les transports de déchets terreux sont évités et les émissions de CO₂ réduites.

Konsept.nu

Une activité commerciale qui soutient des projets humanitaires – «we want a [nu] world»
L'objectif de la société konsept.nu était d'instaurer une structure d'entreprise qui soutienne des projets humanitaires tout en ayant une activité commerciale. C'est en 2010 que l'agence de communication konsept.sarl établie à Lausanne (VD) a démarré son activité. L'agence reverse 10% de ses honoraires à l'association konsept of Charity qui soutient des projets humanitaires. A ce jour, 10 projets pour un budget total de 37.867,95 francs ont été réalisés.

SV (Suisse)

Restauration durable – «One Two We»
SV (Suisse) est une société active dans la restauration collective, basée à Gland (VD). Préserver l'environnement fait partie de son code de conduite. C'est la raison pour laquelle, en 2013, elle a lancé, en partenariat avec le WWF, le programme «One Two We». Le but du programme est de parvenir à diminuer les émissions de CO₂ de 10% par année et ce pour l'ensemble du Groupe SV. Les coûts de financement du programme sont estimés à 1,5 mil-

lion sur 3 ans. Pour ce projet, SV (Suisse) n'a pas recours à un financement externe.

ETIKS

Une alternative à l'industrie alimentaire – «ETIKS café»
Ce café-restaurant nommé ETIKS désire offrir une alternative à l'industrie alimentaire afin notamment de réduire la pollution liée aux trajets effectués par ces denrées. C'est au début 2013 que le restaurant a ouvert ses portes à Sion. Il favorise les distributeurs locaux et propose ainsi des produits frais, régionaux, bios et de saison. ETIKS fonctionne également comme une plate-forme participative réunissant les personnes désirant participer à des projets sociaux et environnementaux. Ce faisant, il cherche à atténuer le sentiment d'impuissance. Ce café-restaurant est en fait un lieu d'échange et de réseautage au travers duquel diverses actions et projets citoyens ont pu voir le jour (système d'échange local SEL, jardins partagés, écovillage, etc.)

Beati peinture

Projet social et environnemental – «Solution écologique pour votre habitat»
Cette entreprise individuelle de gypserie-peinture située à Grandson (VD) compte 9 collaborateurs. L'entreprise intègre les dimensions sociale et environnementale dans sa stratégie. Du point de vue social, elle travaille avec l'association du Repuis, depuis début 2013, dans le but de permettre à des jeunes en difficulté de se former par le processus traditionnel qu'est l'apprentissage. Du point de vue environnemental, Beati s'est équipée d'une station de prétraitement des eaux afin de réduire la pollution issues du lavage des outils souillés de peinture. La société s'engage également à utiliser des produits issus de matières premières renouvelables, tout en gardant des prix abordables.

Eirene Suisse

Savoir-faire suisse partagé – «Renforcement de la gestion écologique d'un centre agroforestier de la côte atlantique sud du Nicaragua»
Eirene Suisse est une organisation basée à Genève, depuis 50 ans. Cela fait une dizaine d'années qu'elle travaille, en collaboration avec la fondation pour l'autonomie et le développement de la côte atlantique du Nicaragua (FACANIC), dans le but de promouvoir la paix et la prévention de la violence. Au Nicaragua, 75% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Pour pallier ce déficit, un biologiste vaudois a été envoyé sur place pour aider l'équipe locale d'agroforestiers à améliorer la chaîne de traitement des eaux usées.

BioMobile.ch

Mobilité douce – «Conception et réalisation d'un véhicule minimisant les recours aux ressources fossiles pour la valorisation de déchets et de produits naturels»
BioMobile.ch est un prototype de véhicule qui utilise un carburant d'origine 100% végétale, issus de déchets organiques, et dont la carrosserie est réalisée en fibres vé-

gétales. Basé à Genève, ce projet est l'œuvre d'une association composée principalement d'étudiants, d'assistants et de professeurs, de la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (Hepia) et d'autres Hautes écoles de la HES-SO. La BioMobile.ch permet de mettre en avant les progrès technologiques et de démontrer qu'une mobilité écologique est soutenable.

SAJV (Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände)

Promouvoir le bénévolat – «Action 72 heures 2010»
Initié en 2007, le projet «Action 72 heures» a été créé par un groupe de travail à Berne. Son objectif est de valoriser le travail bénévole des jeunes en les mettant en avant dans les médias. Les jeunes effectuent durant 72 heures bénévolement des travaux d'utilité publique tout en respectant les principes du développement durable. De plus, de nombreux projets ont été réalisés pour ou en collaboration avec des jeunes en situation de handicap et des jeunes migrants. En 2010, plus de 1.000.000 d'heures ont été effectuées sur 500 projets de bien commun.

Label Bobine

Un atelier de recyclage et d'aide sociale – «Upycling, made in Geneva»
Créée en 2012 à Genève, par l'association SOS Femmes, Label Bobine est un atelier de couture qui aide les femmes en difficultés sociales ou professionnelles à se réinsérer. Le projet de l'atelier est de proposer le recyclage des objets promotionnels. Habituellement jetés après l'utilisation pour laquelle ils ont été créés, les supports textiles publicitaires peuvent en effet être réutilisés grâce à cet atelier de couture. Les femmes qui y travaillent produisent de nouveaux produits écologiques tels que fourres pour Ipad, sacs ou porte-documents ayant pour matière de construction les objets promotionnels en fin de vie. La promotion de l'entreprise se poursuit donc par le biais de la transformation de son support publicitaire. Label Bobine dépend en partie des subventions publiques. Afin de diminuer cela, l'atelier de couture cherche à diversifier ses financements. Ce système de recyclage est un moyen pour y parvenir.

Migros

Alternative à la pêche industrielle – «Pour une pêche durable»
La demande croissante de poissons et de fruits de mer encourage la pêche industrielle qui a pour conséquence négative la surexploitation des océans. En 2012, Migros décide alors de se fournir de poissons de provenance de pêche durable pour ses boîtes de thon. C'est ainsi qu'elle a lancé un projet aux Maldives dans le but de promouvoir une méthode de pêche traditionnelle et durable. De plus, cela permet de créer aux Maldives des emplois stables dans le domaine de la pêche et dans l'industrie de transformation. (Textes: Kathia Briand, Elias Ott, Vitor Moutinho)

Le grand dilemme de l'économie solidaire

La Chambre de l'économie sociale et solidaire cherche la taille critique. Un débat interne est lancé autour des valeurs fondatrices.

ELSA FLORET

La Chambre de l'économie sociale et solidaire à Genève se retrouve aujourd'hui dans un virage. A l'origine, l'économie solidaire était clairement connotée «à gauche de la gauche», à savoir les mouvements altermondialistes, anticapitalistes. Depuis, le mouvement s'inspire d'une volonté de construire un échange progressiste. «Au sein de la chambre, bien qu'apolitique, nous avons une bonne représentativité de toutes les sensibilités politiques (PLR, Verts, ...)», précise Noémie Bullat, récente membre du comité. C'est dans ce contexte de besoin de clarification identitaire de la chambre que se tiendra à Genève, le 19 novembre prochain, son Forum des Membres. Au programme: un débat d'idées s'invite sur le thème «construire ensemble une autre économie: faire de nos différences une force». La réflexion sera également ouverte sur la nécessité d'un éventuel comité d'éthique. Dans ses orientations stratégiques 2012-2015, la Chambre de l'économie sociale et solidaire à Ge-

nève envisage de doubler le nombre de ses membres et les porter à 500 à l'horizon 2015. Face à cet objectif de croissance forte, des questions se posent quant à son positionnement futur, faisant ainsi évoluer la Charte genevoise de l'Economie sociale et solidaire (ESS) datant de 2004. A l'origine, le critère d'adhésion résidait seulement dans la forme juridique des structures (association, fondation ou coopérative). Sur la totalité de ces organisations présentes sur le territoire genevois, seul un tiers adhère actuellement à la Chambre, ce qui laisse présager du fort potentiel de développement. En outre, les nouvelles cibles identifiées par la Chambre sont des PME – SA ou Sàrl – qui font de l'économie solidaire sans toutefois appartenir à son organisation faitière. «Identifier ces PME parmi un réseau de plus 25.000 en Suisse Romande, tel est le véritable enjeu de la Chambre, ces vingt prochaines années», s'enthousiasme son secrétaire général, Marc Biéler. «Notre stratégie de communication doit évoluer vers ces nouvelles cibles qui ne sont pas encore conscientes qu'elles pourraient bénéficier de notre soutien». Pour satisfaire ses nouvelles ambitions, la chambre doit néanmoins se réorganiser. «On a réalisé que de nombreuses PME fonctionnaient selon nos valeurs. Afin de pouvoir les intégrer au sein de notre chambre, nous avons mis en place des critères ba-

sés sur les principes et valeurs de la charte qui permettent de définir l'ESS au-delà de la forme juridique», explique Lara Baranzini, la responsable des relations avec les membres. Les principes d'adhésion se scindent en deux parties. D'une part, l'entreprise doit respecter des critères dits contraignants, telle la transparence, l'intérêt collectif, l'autonomie, la lucrativité limitée (transparence financière, distribution des bénéfices, contrôle du capital). D'autre part, elle s'engage à mettre en place un dispositif - dans les deux ans - visant l'amélioration dans les domaines suivants: le respect de l'environnement, la gestion participative ainsi que le management social. A chaque phase d'évolution - des critères notamment - il s'agit de maîtriser l'art de la conciliation entre les membres historiques et les nouveaux entrants. «Il est parfois difficile de faire coïncider les différents courants qui composent l'ESS. Si un courant est mis en avant, alors l'enjeu de la chambre est de montrer aux autres qu'elle ne les oublie pas. La création d'espaces d'échange, de dialogue est très importante», reconnaît Lara Baranzini. ■

«NOUS AVONS RÉALISÉ QUE DE NOMBREUSES PME FONCTIONNAIENT SELON NOS VALEURS.»